

A S S E M B L É E N A T I O N A L E

X I I I I ^e L É G I S L A T U R E

Compte rendu

Commission des affaires étrangères

Mercredi
8 février 2012
Séance de 10 h 00

Compte rendu n°38

SESSION ORDINAIRE DE 2011-2012

– Examen du rapport d'information sur la présence et les intérêts français en Amérique latine (M. Jean-Pierre Dufau, président – M. Jean-Luc Reitzer, rapporteur) 2

Présidence
de M. Axel Poniatowski,
président



Examen du rapport d'information sur la présence et les intérêts français en Amérique latine

La séance est ouverte à dix heures cinq.

M. Jean-Pierre Dufau, président. Quelques mots, tout d'abord, pour vous dire la manière dont nous avons travaillé au sein de cette mission d'information. Nous avons procédé à près d'une trentaine d'auditions à Paris, d'experts, de diplomates, d'entrepreneurs et d'universitaires, tant français que latino-américains. La mission s'est rendue dans trois pays, le Brésil, le Chili et l'Equateur, déplacements au cours desquels elle a aussi pu s'entretenir avec de très nombreux responsables et personnalités dont le président Rafael Correa en Equateur. Au Brésil, la mission s'est rendue sur trois sites, São Paulo, premier pôle économique du pays, Brasilia, centre politique, et Curitiba, siège d'une importante communauté française, où Renault, notamment, s'est installée il y a 15 ans.

Nous avons choisi trois pays fort différents, afin de pouvoir analyser les différentes problématiques qui peuvent se poser dans cette région pays, au plan politique et économique, commercial et industriel, et d'avoir une vision aussi complète que possible d'une région extrêmement variée. A ce sujet, une idée est à retenir : l'Amérique latine n'existe pas. Raison pour laquelle, entre autres, nous avons restreint le champ de notre investigation au Cône sud.

Un rappel, si vous le permettez, pour justifier ce rapport. En premier lieu, cette région du monde est probablement celle dans laquelle notre pays jouit, depuis toujours, d'une image exceptionnellement bonne. Aussi loin qu'on remonte dans le passé, on trouve partout les traces d'une francophilie, et souvent d'une francophonie, particulièrement fortes. On parle de la France en Amérique latine d'une manière unique et on en attend énormément. Je vous invite à lire dans le rapport ce que les intellectuels latino-américains, les politiques, ont dit de notre pays pour bien percevoir cette réalité, qui est du registre, parfois, de la passion, et qui s'est traduite dans maintes manifestations, parfois symboliques, mais aussi très fortes, notamment au moment de la seconde guerre mondiale. Pour les Latino-Américains, la France, c'est la liberté, les Lumières, parfois aussi la mère patrie, celle vers laquelle on se tourne et dont on attend énormément, à tous les points de vue.

A cette attente, historiquement, la France n'a pas vraiment su répondre, si ce n'est au plan culturel. C'est la région du monde où les Alliances françaises se sont par exemple le plus implantées, 165 000 personnes suivant ses cours. Mais c'est une région avec laquelle, tous pays confondus, nos échanges commerciaux, même s'ils ont été relativement importants au XIX^e siècle, ont très vite été en deçà de ceux de nos partenaires et concurrents européens. Le même constat peut être fait en ce qui concerne nos investissements : nous y avons eu à cette même époque des positions intéressantes, voire importantes, mais qui ont vite été concurrencées. Sur le plan culturel, même, au cours des dernières décennies, nous avons assisté à la montée en puissance d'autres sphères d'influence, sans vraiment réagir.

Le problème est dans notre propre relation à l'Amérique latine. C'est celui d'une certaine forme d'indifférence manifestée envers un continent qui nous porte aux nues, mais qu'on a pour notre part toujours regardé sans y porter trop d'attention, sans jamais vraiment développer les instruments qui nous permettraient de renforcer nos positions et notre influence, alors que c'est précisément cela que nos interlocuteurs attendent. Nous avons toujours été en décalage par rapport à ces attentes. Il a fallu attendre le voyage du général de Gaulle en 1964 pour qu'un Président de la République s'y rende. Cette indifférence nous a fait perdre des positions, de l'influence, et, d'une certaine manière, nous n'avons fait que regarder la situation se déliter sans réaction, sauf parfois, dans un sursaut un peu défensif.

Cela n'a en revanche jamais été dans une démarche qui traduirait la volonté d'aller à la rencontre de cette région et de répondre à ce qui est souhaité, fut-ce dans nos propres intérêts, entendus au sens large.

En cela, notre attitude est fort différente de celle adoptée par la plupart de nos partenaires européens, notamment aujourd'hui, à l'heure où la région décolle. Le voyage du général de Gaulle a certes été exceptionnel par sa durée et le nombre de pays visités, il a représenté un moment historique unique. Mais ce n'était pas un voyage qui avait pour but de répondre à l'attente exprimée depuis si longtemps. Parce que le général de Gaulle y est surtout allé pour jouer la carte latino-américaine dans une perspective géostratégique, y trouver des partenaires qui pourraient l'aider dans son positionnement entre les Etats-Unis et l'URSS, que pour autre chose. C'est en ce sens que la main a été tendue par la France aux pays latino-américains. Le général de Gaulle a répondu positivement aux demandes de coopération et de partenariats qu'il a reçues, très nombreuses dans tous les pays et dans tous les domaines, mais les suites concrètes ont été timides.

Les présidents successifs n'ont pas non plus eu de politique latino-américaine. Ni Georges Pompidou, ni le Président Giscard d'Estaing, ni le Président Mitterrand n'ont manifesté d'intérêt particulier pour cette zone. Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy ont chacun à leur manière considéré l'Amérique latine comme le général de Gaulle : comme une alliée utile au plan géopolitique, que ce soit dans le cadre du multilatéralisme à renforcer, dans le cadre du bras de fer avec les Etats-Unis, ou dans celui de l'association des BRICs à la gouvernance mondiale, sur les grandes problématiques actuelles, comme le réchauffement climatique.

En d'autres termes, l'Amérique latine n'a jamais été en soi une priorité politique de notre diplomatie, malgré les atouts dont la France dispose dans l'ensemble de la région. Qui dit manque d'attention politique dit inévitablement, un jour ou l'autre, baisse des moyens. C'est ce qu'on constate aujourd'hui : nous avons des moyens de qualité, des partenariats culturels, scientifiques notamment, souvent remarquables et extrêmement appréciés, la France est dans certains cas encre très bien positionnée, comme au Chili et au Brésil, mais les moyens des postes baissent dans des proportions considérables. C'est le cas de notre coopération bilatérale – dont les crédits ont diminué de 30 % sur les dix dernières années en moyenne ; et même de 50 % en 6 ans en Equateur. On ne compte plus les cas où les boursiers viennent désormais étudier en France sur financements de leurs pays d'origine.

Le même constat peut être fait en ce qui concerne nos investissements et nos échanges commerciaux : il y en Amérique latine des IDE français installés depuis des décennies et les grands groupes du CAC40, notamment, sont quasiment tous au Brésil aujourd'hui, occupant des positions parfois enviables. Dans plusieurs pays, les entreprises françaises sont même le premier employeur étranger, comme en Colombie ou au Pérou. Sans surprise, les PME sont quasiment absentes et ne semblent pas avoir l'intention de se risquer à l'aventure latino-américaine.

Il faut s'arrêter un instant sur le Brésil. C'est le pays dans lequel nos IDE sont les plus importants et de très loin : il y aujourd'hui plus d'IDE français au Brésil qu'en Inde, en Chine et en Russie réunies. Fin 2009, nous avons un stock d'IDE de plus de 17,1 milliards d'euros au Brésil, à comparer aux 8,4 milliards en Chine, 5,1 en Russie et 2,3 en Inde. C'est donc le Brésil qui est la véritable terre d'accueil de nos investissements à l'étranger. Néanmoins, par rapport à celles de nos concurrents, nos positions sont relativement limitées et en moyenne, nos investissements dépassent rarement les 3 % des flux d'IDE que reçoit aujourd'hui la région.

En ce qui concerne nos échanges commerciaux, le constat est identique : nos positionnements sont modestes et globalement déficitaires. Une fois encore le Brésil occupe une place à part : c'est notre premier partenaire en Amérique latine, notre troisième partenaire hors OCDE. Les échanges sont dynamiques puisque nos exportations vers le Brésil augmentent régulièrement, et même fortement, mais moins que les importations globales du Brésil et au final, nos positions tendent à s'effriter. Nous occupons 2,7 % des parts de marché, quand la RFA est à 6,9 %.

En d'autres termes, on ne peut pas dire que la situation soit catastrophique, loin de là, elle est même parfois bonne ou très bonne, mais une analyse de ce que font nos partenaires européens notamment invite à relativiser le panorama car elle montre surtout que nous ne savons sans doute pas profiter comme nous le pourrions du dynamisme actuel de la région qui, depuis quelques années est en train de changer considérablement.

M. Jean-Luc Reitzer, rapporteur. Effectivement, l'Amérique latine change, et très vite. Elle est même devenue l'un des moteurs de la croissance mondiale. Au-delà de l'aspect économique, il y a aujourd'hui, comme nous le disons dans le rapport, une modernité de l'Amérique latine qu'elle n'avait pas jusqu'à récemment.

En deux décennies à peine, l'évolution a été considérable. C'est une région qui est passé de régimes majoritairement dictatoriaux dans les années 1970 et 1980 à des démocraties, installées et qui fonctionnent dans tous les pays du sous-continent. Des alternances politiques parfois très marquées, sont même intervenues, dans des pays comme le Venezuela, l'Equateur, la Bolivie ou le Paraguay. De plus, on n'a pas assisté seulement à des basculements de droite à gauche, mais aussi à l'arrivée de nouvelles élites, indiennes ou métisses, en Bolivie et au Pérou. Les quelques tentatives de coups d'Etat ou les tensions politiques parfois très vives que certains pays ont connues, ont avorté, à la différence de ce qui se passait antérieurement, et parfois grâce à l'intervention de l'armée, comme en Equateur en 2010. La démocratie est non seulement installée mais elle est défendue et les processus d'intégration régionale, même encore balbutiants, jouent un rôle de stabilisation très fort.

En outre, quelles que soient les différences idéologiques existant entre les gouvernements des différents pays, évidemment très importantes si l'on compare la Colombie ou le Chili à la Bolivie, au Venezuela ou à l'Equateur, le développement économique et social est devenu le sujet numéro 1, la première priorité de l'ensemble des gouvernements de la région.

L'Amérique latine a retenu les leçons du passé : il y a encore une dizaine d'années, un certain nombre de ces pays étaient quasiment en faillite, si l'on se rappelle la situation de l'Argentine il y a tout juste 10 ans, ou le plan Colombia à la fin des années 1990 proposé par les Etats-Unis pour reprendre en mains la lutte contre le trafic de cocaïne. Ce sont aujourd'hui, des pays qui, non seulement, sont sortis de leur difficile situation, financière, économique, sociale, mais qui se sont désendettés, qui ont su mettre en place des politiques macroéconomiques efficaces qui leur ont permis de sortir de la crise de 2008-2009 de bien meilleure manière que nous. Certains n'ont pas connu de récession. Tous sont repartis, dès l'année suivante, sur des rythmes de croissance inconnus de ce côté-ci de l'Atlantique, de 4 ou 5 %, voire 7 %. Après avoir dû passer sous les fourches caudines du FMI il y a 10 ou 15 ans, ils s'attaquent aujourd'hui à leur développement économique et social sur des bases assainies et avec une gestion rigoureuse des finances publiques.

Cela étant, tout n'est pas pour autant tout rose. Les bases de la croissance, notamment, restent à consolider dans la plupart des pays. Car cette croissance est avant tout dopée par le fait qu'ils sont avant tout exportateurs de matières premières. Ce sont donc à la

fois les prix actuels des matières premières, portés par la demande chinoise, qui leur permettent ces performances exceptionnelles. C'est la situation encore aujourd'hui pour beaucoup de pays de la région, y compris les plus importants, qui tirent l'essentiel de leurs recettes de leurs exportations de produits miniers, ou de leur agriculture. La région a donc besoin de fonder son développement économique et social sur de nouvelles bases, de façon à être moins dépendante de la demande de matières premières, et l'industrialisation est une priorité d'autant plus affirmée. Un pays comme le Pérou est aujourd'hui particulièrement conscient et souhaite attirer au maximum les investisseurs étrangers pour cette raison.

En parallèle, des défis considérables sont à relever : au plan social en premier lieu, la région restant encore la plus inégalitaire du monde, même si les taux de pauvreté ont tendance à diminuer. Des secteurs tels que la santé ou l'éducation sont des domaines dans lesquels des efforts extrêmement importants sont à faire pour asseoir le développement économique. Il n'y a encore qu'au Chili où l'économie informelle est moins importante que l'économie formelle, et où les classes moyennes restent par conséquent fragiles, même si elles bénéficient aujourd'hui de la croissance, et sont susceptibles de retomber facilement dans la pauvreté. Défis de la sécurité et de la criminalité, ensuite, car la région reste l'une des plus violentes du monde. Défi de la drogue bien sûr, et de la corruption.

Cela étant, beaucoup de pays ont compris que l'Amérique latine avaient changée et nombreux sont ceux qui croient aujourd'hui en elle plus que jamais. A la différence de notre pays, en effet, les principaux pays européens ont fait de l'Amérique latine une priorité politique et économique ces dernières années, et ils se donnent les moyens de leur politique.

C'est notamment le cas du Royaume-Uni, de la RFA, de l'Italie, en plus du Portugal et de l'Espagne, qui font preuve d'un intérêt croissant pour l'Amérique latine et développent des relations commerciales, industrielles, culturelles et politiques, très actives, non seulement avec le Brésil, évidemment incontournable, mais avec les autres pays.

En 2010, l'Allemagne a par exemple défini une stratégie latino-américaine. Le Royaume-Uni est en train de faire de même et William Hague en a fait une priorité dès son arrivée au ministère. Dans une situation comparable à la nôtre, le Royaume-Uni avait autrefois des positions industrielles et commerciales très fortes, qui se sont peu à peu délitées. Il a fait l'analyse de la perte de son influence, de la diminution de ses parts de marché, de la baisse de ses IDE, et il est aujourd'hui ainsi en train de redresser la barre, d'étoffer par exemple son réseau diplomatique. L'Italie fait aussi un effort considérable sur le plan des relations industrielles et commerciales, effort initié par la Lombardie qui a été fort bien relayé par les gouvernements sur le plan politique.

On est donc en présence de pays européens qui ont perçu l'importance des changements à l'œuvre en Amérique latine, qui ont su voir les opportunités qu'elle offrait et qui ont défini les stratégies nécessaires pour en profiter. Ils ont fait de l'Amérique latine une priorité politique, et la fréquence des déplacements des personnalités politiques allemandes et britanniques est remarquable, par comparaison avec les gouvernants français qui délaissent le sous-continent. Un pays comme l'Uruguay, très francophile – c'est le seul de la région à avoir maintenu le français comme deuxième langue obligatoire –, n'a pas reçu de visite ministérielle depuis très longtemps. Le Président de la République ne s'est pas rendu au Chili, malgré les invitations qu'il a reçues de deux présidents successifs.

Les autres pays font des efforts bien supérieurs, y compris l'Espagne et le Portugal. Ce que nous ne faisons pas, alors que nous ne manquons pas d'atouts.

M. Jean-Pierre Dufau, président. Des atouts, effectivement, la France en a quelques uns. Malgré notre attitude, notre relative indifférence, notre pays jouit toujours dans cette région d'une image extrêmement positive. Tous les interlocuteurs rencontrés ont dit, unanimement, qu'il y a une demande de France particulière, et pas seulement sur les aspects culturels traditionnels, sur lesquels la francophilie s'est forgée mais aussi sur les aspects les plus modernes, en ce qui concerne les investissements industriels, les échanges commerciaux et scientifiques. Il y a une recherche de partenariats, de la part des milieux économiques, par exemple, avec les PME françaises, qui ne cesse d'être affirmée, précisément parce que le souci est de développer un tissu économique pour garantir le développement économique et social sur le long terme. L'échange d'expériences, les liens que l'on peut nouer sont considérés à cet égard comme tout à fait essentiels. De la part des milieux scientifiques aussi, comme on l'a très nettement constaté au Chili ou au Brésil.

Il ne tient donc qu'à nous de savoir utiliser ces atouts, vis-à-vis d'une région qui ne demande que ça, qui reste fortement demandeuse de France.

Cela étant, outre l'image et la demande, la France a deux types d'atouts qui doivent être préservés et développés selon nous : le fait qu'elle est un pays américain par la Guyane et qu'elle soit de ce fait présente dans un certain nombre d'institutions régionales, telles que la Banque interaméricaine de développement ou la CEPAL, Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et la Caraïbe. Il y a d'ores et déjà des partenariats, des financements communs, qui se nouent pour des projets sur le terrain entre l'AFD et la BID qui sont intéressants et qu'il faudrait développer. Dans cet ordre d'idées, on pourrait essayer de se renforcer dans d'autres instances utiles pour mieux y présenter nos plaidoyers et éventuellement entrer au capital de la Corporation andine de développement, qui souhaite de son côté entrer au capital de Proparco. Il y a des possibilités de synergies régionales, dont pourraient bénéficier nos exportateurs.

Le deuxième volet, c'est le Brésil, qui doit évidemment rester notre porte d'entrée sur le sous-continent. Non seulement parce que nous avons notre plus longue frontière terrestre avec lui, mais surtout parce qu'il s'agit du partenaire obligé sans lequel rien ne se fait. Les relations étroites que nous avons développées avec lui sous la présidence de Lula doivent être maintenues et renforcées, tout en gardant présent à l'esprit que le partenariat stratégique que nous avons signé en 2008 n'a peut-être pas la même portée pour le Brésil que pour nous. Il faut savoir en effet que le Brésil signe des partenariats stratégiques avec tout le monde, c'est pour lui un instrument diplomatique très important ; il faut éviter de se leurrer : nous sommes en compétition. C'est néanmoins un document essentiel. Nous pourrions revenir dans le cours de la discussion sur divers aspects de notre relation avec le Brésil, par exemple sur la question du Rafale. Eric Woerth et Paul Giacobbi nous ont parlé de l'Inde il y a quelques semaines et une annonce importante a rapidement suivi. Puisse notre rapport avoir le même effet !

M. Jean-Luc Reitzer, rapporteur. Le premier point que nous mettons en avant, c'est évidemment la nécessité d'élever le niveau de notre relation politique avec la région et avec l'ensemble de ces pays. On ne peut pas continuer à délaissier une région du monde qui attend autant de notre part, sur tous les plans. Nous avons entendu un argument à plusieurs reprises : « l'Amérique latine, on y va pas souvent, c'est vrai, mais c'est loin et c'est compliqué ». Comme si la Chine n'était pas loin et pas compliquée ! Alors même que nous avons une proximité culturelle avec ces pays qui sont aussi latins que nous. Et cela vaut pour les industriels comme pour les ministres. Il est pour nous incompréhensible que nous ne soyons pas davantage présents.

Elever la dimension politique de notre relation, cela doit se traduire, à l'instar de ce qu'ont fait nos partenaires européens, par la définition d'une stratégie, pour éviter le coup par coup d'une approche particulière et cela suppose de nous donner les moyens de cette politique. On dira qu'en période de vaches maigres, on peut difficilement faire mieux que ce que l'on fait aujourd'hui. Sans doute, mais en matière de coopération, par exemple, on pourrait parfaitement permettre à l'AFD d'intervenir dans de nouveaux pays, comme le souhaite instamment le MAEE. On pourrait bien sûr essayer de promouvoir les coopérations décentralisées, qui sont attendues sur place, qui interviennent sur des secteurs dans lesquels la compétence française est reconnue. Il y a des conseils généraux, des conseils régionaux, des municipalités qui sont présentes, mais il faut tisser des réseaux sur le long terme et cela prend du temps et nécessite des moyens. Il y a là des synergies à développer et l'articulation avec les possibilités que pourrait avoir l'AFD est d'autant plus nécessaire. Le parlement a aussi un rôle à jouer sur ce sujet, au niveau de ses groupes d'amitié : je me suis rendu l'année dernière en Bolivie avec une délégation du groupe d'amitié que je préside, mais c'était le tout premier échange. La dimension politique est essentielle car il s'agit aussi d'une région dont l'abordage est encore difficile par certains côtés. Bolloré a par exemple rencontré des difficultés en Bolivie alors qu'il était candidat sur l'exploitation du lithium, il est même en train de se retirer du marché qui devrait revenir aux entreprises chinoises, mais aucun ministre français ne s'est rendu sur place, et l'on ne peut manquer de faire la comparaison avec la politique mise en œuvre par le gouvernement allemand sur ce plan, dont les ministres se rendent souvent dans la région, accompagnés d'entrepreneurs.

Il nous semble aussi qu'il serait opportun de conforter des initiatives récentes, tel que l'Institut des Amériques, créé en 2007, qui a l'ambition de devenir un pôle d'excellence en Europe en ce qui concerne la recherche universitaire et l'enseignement, mais aussi en ce qui concerne le développement de partenariats avec le monde de l'entreprise. A ce sujet, le manque d'appui politique a sans doute conduit en 2010, à ce que le siège de la fondation Union européenne/Amérique latine revienne à Hambourg, suite à un intense lobbying de Berlin.

A cet égard, nous pensons aussi qu'une fondation France - Brésil, sur le modèle de la fondation France – Israël, pourrait être une initiative intéressante, avant, éventuellement, de la répliquer au niveau régional ou avec d'autres pays. Il y a à notre sens un travail important à faire pour améliorer la connaissance réciproque, les relations, les partenariats.

Enfin, il nous semble que nous pourrions aussi essayer de forger un dialogue intra-européen sur l'Amérique latine avec nos partenaires les plus impliqués dans la région. Non seulement parce que, même s'il y a concurrence industrielle et commerciale, cela permettrait de développer des synergies, des approches communes, mais aussi d'avoir un discours unifié qui ne serait pas inutile, compte tenu de certains points de frictions qui peuvent encore exister çà et là, sur l'agriculture, les questions commerciales ou autres. La réponse européenne à l'Amérique latine est peut-être un peu dispersée et que les pays de l'Union qui s'y intéressent débattent entre eux ne nous semble pas superflu, loin de là. Cela permettrait incidemment d'atténuer le leadership que l'Espagne a toujours voulu détenir en la matière et de renforcer encore les liens avec des pays comme le Royaume-Uni ou la RFA sur des sujets sur lesquels nous n'avons peut-être pas forcément l'habitude de dialoguer.

M. Jean-Marc Roubaud. Je tiens à saluer l'enthousiasme du rapporteur ! Comme c'est souvent le cas, notre pays a, en Amérique latine, une excellente image, mais cela ne se traduit pas en matière d'échanges économiques. Une partie de la responsabilité en incombe à notre réseau diplomatique, qui est davantage mobilisé sur les questions culturelles que sur les dossiers économiques. Il me semble que la commission des affaires étrangères devrait demander à notre diplomatie de concentrer davantage ses efforts dans ce domaine. Si

notre pays est nettement moins présent sur ce continent que l'Italie ou l'Allemagne, c'est aussi par manque de volonté politique de notre part.

Vous n'avez pas évoqué le problème de la drogue, alors que les nouvelles routes du trafic de stupéfiants partent d'Amérique latine pour atteindre l'Europe, *via* l'Afrique. Est-ce un sujet qui est pris en compte dans nos relations avec l'Amérique latine ?

M. Michel Terrot. Vous avez expliqué que l'Amérique latine avait bien résisté à la crise, que les investissements directs étrangers y étaient plus dynamiques que partout ailleurs, leur progression atteignant 50 % entre 2009 et 2011. Pouvez-vous nous indiquer la part des investissements français en leur sein ?

Vous avez suggéré que la France développe un axe privilégié avec le Brésil, pays où les groupes français sont les mieux implantés. Cette orientation ne risque-t-elle pas de marginaliser des partenaires prometteurs, comme l'Argentine ?

Mme Marie-Louise Fort. L'enthousiasme du rapporteur fait en effet plaisir ! J'ai eu l'occasion de le voir en action lors du déplacement d'une délégation de la mission au Brésil, à laquelle j'ai eu la chance de participer...

La nécessité de renforcer les échanges entre la France et l'Amérique latine est évidente et j'ai le sentiment que le pouvoir politique a une volonté en ce sens, en particulier dans le domaine économique. L'Amérique latine partage avec nous une culture commune, et il est donc logique que les relations culturelles, pour le développement desquelles notre diplomatie a une grande expérience, soient très denses. Je mettrais volontiers l'accent sur les efforts à réaliser en matière d'échanges interparlementaires et de coopération décentralisée. Il me semble qu'il y aurait beaucoup à gagner à coordonner ces deux vecteurs d'influence avec les initiatives économiques. J'ai pu observer que nos voisins allemands étaient très efficaces pour faire cela : il conviendrait de suivre leur exemple.

M. Rudy Salles. L'affaire Cassez pèse-t-elle toujours sur les relations franco-mexicaines ? Par ailleurs, pouvez-vous faire le point sur les éventuelles avancées dans la négociation du contrat de vente d'avions Rafale au Brésil, laquelle était soutenue par les parlementaires brésiliens, il y a deux ans ?

Permettez-moi d'émettre quelques doutes sur l'idée de créer une fondation France-Brésil : la fondation France-Israël rencontre de nombreux problèmes de fonctionnement.

M. Jean-Pierre Kucheida. Alors que l'Amérique latine est immense, la Guyane, qui constitue pourtant une base avancée de notre pays sur le continent, me semble sous-utilisée pour relayer notre influence, en dépit de la longueur de sa frontière avec le Brésil. Je m'interroge aussi sur l'attention soutenue que la France attache au Brésil, au détriment du reste du continent : faut-il y voir un produit de l'histoire ?

Les perspectives en matière de coopération décentralisée sont en effet prometteuses. La région Nord-Pas-de-Calais a par exemple conclu de nombreux accords avec l'Etat du Minas Gerais, au Brésil, qui compte de nombreuses mines. Cela devrait se traduire par des opportunités pour les entreprises françaises.

M. Jacques Myard. Je vous félicite d'avoir réalisé le premier travail de la commission sur l'Amérique latine depuis de très nombreuses années. Il est vrai que ce continent ne fait pas partie des zones du monde où la France entretient une forte présence. Cela étant, l'idée d'une politique commune avec les autres pays européens m'apparaît

totale­ment utopi­que dans la mesure où tous les pays euro­péens sont en concurrence en Amérique latine. Notre faiblesse dans la région ne pourra pas être cor­rigée tant que la France ne se sera pas dotée des instru­ments diplo­matiques qui lui permet­traient de couvrir réelle­ment l'ensemble du monde : à côté du ministre des affaires étran­gères, du ministre chargé des affaires euro­péennes et de son collègue chargé de la coopération, il faudrait créer deux postes de secré­taires d'Etat, chargés respec­tivement de l'Asie et de l'Amérique.

M. Jean-Claude Guibal. Dans votre pré­sentation, vous avez mentionné les influences qui s'exercent en Amérique latine sans faire référence aux Etats-Unis et à leur politique des quartiers d'orange. La pression américaine sur la région n'a-t-elle pas pour effet de limiter le dévelop­pement d'autres influences ?

Les constats que vous venez de faire me semblent dramatiques : notre pays apparaît absent d'un continent où il a jadis été très influent et où il dispose d'atouts. Que peut-on faire pour changer les choses, au-delà de la création d'une fondation ?

M. Jean-Luc Reitzer, rapporteur. L'implication de notre réseau diplo­matique dans le domaine économique est une question récurrente. On en parle depuis des décennies. Au cours de nos déplacements, nous avons plusieurs fois constaté ce travers consistant à privilégier les aspects relationnels et culturels au détriment de l'économie. Mais ce n'est pas partout le cas. Notre consulat général à Sao Paulo, par exemple, s'implique fortement dans ce secteur. Le bilan n'est pas toujours négatif ! Toutefois, ni un diplomate, ni un député ne remplaceront un chef d'entreprise. On ne peut pas tout mettre sur le dos de notre réseau diplo­matique. Permettez-moi de citer une anecdote concernant une entreprise française qui commerçait avec un pays ayant un important décalage horaire avec la France. Lorsque les clients, dans ce pays, appelaient l'entreprise, personne n'était là pour assurer le service après vente !

En ce qui concerne la drogue, nous n'en avons pas parlé, c'est vrai. Même si c'est un sujet majeur et que nous sommes conscients des problèmes causés par ce fléau, nous avons estimé qu'il n'entraîne pas dans le champ de notre rapport. Tout comme l'affaire Cassez, d'ailleurs, puisque nous nous sommes limités au cône sud.

S'agissant des investissements en Amérique latine, la France est aujourd'hui entre le 6^e et le 7^e rang. Nous sommes au 4^e rang au Brésil, derrière l'Allemagne et les Etats-Unis notamment. Nous sommes au 9^e rang au Chili et au 13^e rang au Pérou. Sans doute à cause du pétrole, nous sommes néanmoins au 2^e rang au Venezuela. Bien évidemment, l'Amérique latine ne se limite pas au seul Brésil. Mais ce pays est notre tête de pont et nos entreprises qui y sont historiquement implantées doivent aussi aller démarcher les Etats alentours.

M. Jean-Pierre Dufau, président. L'Amérique latine représente 2,7 % de notre commerce extérieur. Pour l'Allemagne, c'est 6,9 %. En outre, notre balance commerciale est déficitaire dans toute cette région, y compris au Brésil. Manifestement, notre action politique et diplo­matique n'est pas à la hauteur des enjeux. Tout comme le mode opératoire de nos structures, surtout les PME-PMI. Il faut une réflexion stratégique et des moyens. Si on coupe unilatéralement, et sans aucune pertinence, des crédits, on ne parviendra pas à relancer nos échanges.

M. Jean-Paul Lecoq. La commission a choisi de travailler sur les intérêts français en Amérique latine et cela a permis de relever des liens étroits ainsi que le rôle joué par notre culture sur ce continent. A cet égard, je tiens à dire que, certes, l'économie est un domaine important et doit être mieux prise en compte mais il ne faut pas oublier la dimension culturelle ! Je souhaiterais avoir des précisions quant aux bénéfices que l'économie guyanaise

peut espérer. Je sais que des explorations pétrolières ont lieu en ce moment. Enfin, en ce qui concerne les pratiques de nos concurrents, j'ai cru comprendre qu'ils « chassent en meute ». Et nous, comment faisons-nous ?

M. Dominique Souchet. J'ai pu participer à certains travaux de la mission, notamment concernant la coopération décentralisée. Je constate que les projets de coopération décentralisée vers l'Amérique latine sont trop modestes. Il y a un net déséquilibre si on compare avec l'Afrique. Quant elles existent, ces coopérations sont appréciées. Le Haut-Rhin et le Nord-Pas-de-Calais sont impliqués. Tout comme la Vendée, où le conseil général a lancé un programme d'accueil d'assistants argentins dans les collèges. Ça fonctionne bien. Ne pourrait-on pas inviter les régions et les départements à s'intéresser davantage à l'Amérique latine, en commençant, par exemple, par leur envoyer notre rapport ?

M. Robert Lecou. Je me félicite que nous nous intéressions à cet immense continent d'autant plus que nous y sommes présents. Je pense que nous pouvons nous appuyer sur le rapport d'information de notre commission sur le commerce extérieur. Ses propositions sont intéressantes. Par ailleurs, le G20 accueille l'Argentine et le Brésil. Quelles sont les conséquences de cette ouverture à ces deux pays ? Quelle image la France en a-t-elle tiré ?

M. Michel Vauzelle. La France a besoin, y compris en Europe avec l'Alliance atlantique, de renforcer ses espaces d'influence en Europe latine, en Afrique et en Amérique latine. Une partie de la population continue à penser qu'un voyage au Brésil est folklorique. Nos PME hésitent à s'y implanter car elles imaginent que les Etats-Unis règnent sur l'Amérique latine et qu'il n'y a pas de place pour elles.

Un regain d'intérêt pour la France se manifeste chez des générations qui ne parlent pas le français contrairement à leurs aînés, mais recherchent un modèle de société et de démocratie. Cette proximité culturelle et politique devrait mieux bénéficier à la France, qui est attendue sur ces questions politique et de société. Or, on constate une présence de plus en plus forte de la Chine. Notre pays dispose il est vrai de moyens réduits, qu'il s'agisse de ses ambassades ou de sa diplomatie parlementaire. Reste la démocratie participative des régions françaises, comme le partenariat entre la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et l'Etat de Sao Paulo au Brésil, qui aborde des questions agricoles, industrielles et de recherches intéressantes.

Mais globalement, alors qu'il existe une soif de France dans un domaine particulier – celui de la recherche d'un nouveau type de société et de démocratie, la réponse est faible, que ce soit en termes de visites ministérielles ou de moyens.

M. Jean-Michel Bacquet. Les pays d'Amérique latine ne sont plus des pays en voie de développement mais des pays émergents ou « pré-émergents ». J'ai été étonné d'entendre que l'AFD y intervient. Est-ce le bon outil ? Si la volonté est de faire du développement économique et de valoriser nos entreprises, d'autres outils sont plus pertinents : Ubifrance, la Coface, en théorie les chambres de commerce et d'industrie, Oséo. Il serait plus intéressant et efficace de « chasser en meute » avec ces outils que nous faisons insuffisamment travailler ensemble. Par exemple, lors de la crise argentine, nombre de sociétés françaises se sont retirées, notamment des délégués de services publics, faute de garanties. Le problème s'est aussi posé lorsque la Colombie a connu des problèmes de sécurité. Il faut trouver un moyen de rassembler nos outils.

Ensuite, il faut arrêter de parler de coopération décentralisée lorsqu'il s'agit de développement économique et de soutien aux entreprises. J'ai déjà souligné devant la

Commission les gaspillages énormes liés à cette forme d'intervention car il n'y a pas de coordination. Nombre de collectivités sont ainsi engagées en Afrique subsaharienne.

Enfin, il faut former les fonctionnaires qui vont dans ces pays. Je citerai l'exemple du Mexique. Un ambassadeur avait organisé des Journées réunissant des entreprises françaises et mexicaines. De nombreuses entreprises françaises avaient répondu à l'appel. Le représentant du ministère de l'Équipement, qui en profita d'ailleurs pour rester plusieurs jours, avait pris la parole pour critiquer la délégation de service public, qui risquait selon lui de donner le pouvoir à l'entreprise plutôt qu'aux responsables politiques !

M. Alain Cousin. Je souhaite aussi insister sur cette nécessité de « chasser en meute ». Cela relève d'une véritable problématique culturelle. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle Christine Lagarde, alors ministre de l'Économie, des finances et de l'industrie, avait mis en place l'Équipe de France de l'export. Le sentiment partagé est que les pays d'Amérique latine sont homogènes alors qu'il n'en est rien. Il y a des moyens. Ubifrance est bien implantée. L'année de la France au Brésil a été un succès. Le sentiment d'Ubifrance est qu'il est plus compliqué de travailler en Argentine que dans les autres pays d'Amérique du Sud.

M. Jean-Luc Reitzer, rapporteur. Nous avons mis l'accent sur les aspects économiques sans doute parce que l'actualité nous y porte, mais nous n'avons pas ignoré la dimension culturelle. Nous avons parlé de l'héritage de liens anciens et il faut souligner aussi le rôle important des Alliances françaises, fréquentées par plus de 165 000 personnes et l'importance des lycées français, par exemple celui de Lima.

Concernant la présence des États-Unis, elle est beaucoup moins forte qu'auparavant. Elle suscite aussi moins d'hostilité. Le discours du Président Obama et sa politique ont relativement déçu, comme son voyage au Brésil. Si la prédominance demeure en matière économique, avec 16 % des échanges commerciaux du Brésil, l'influence politique a diminué. Il y a une carte à jouer pour la France face à ce désenchantement.

M. Jean-Pierre Dufau, président. L'Amérique latine n'est pas homogène effectivement : elle regroupe des pays différents, présentant des niveaux de développement différents. Il nous faut une politique unique mais avec des stratégies différenciées. Le Brésil et le Chili ne peuvent être comparés à l'Uruguay et au Paraguay.

La culture était notre acquis, notre « fonds de commerce » quoique l'expression ne soit pas juste. Nous devons nous appuyer sur cette influence culturelle mais sans croire qu'elle est définitivement acquise – les nouvelles générations, les nouvelles élites, ne manifestent pas le même attachement – et en transformant cet argument en argument économique, domaine où la France n'est pas assez performante.

La Guyane constitue un point d'entrée en Amérique latine, en ce qu'elle fonde notre appartenance au territoire latino-américain, même si ce n'est pas elle qui va développer notre présence économique.

Pour « chasser en meute », encore faut-il que l'action soit organisée, que chacun y trouve sa place et que la coordination soit systématique. Je concède que l'expression « coopération décentralisée » n'est pas la plus appropriée lorsqu'il s'agit d'action de lobbying, mais ce n'est pas antinomique s'il s'agit de répondre au défi de la présence de nos PME.

Concernant l'influence de la France sur les questions de société et de démocratie, elle ne doit pas être négligée, car beaucoup de pays émergents au plan économique sont confrontés à des problèmes sociaux, notamment la question des inégalités.

M. Jean-Luc Reitzer, rapporteur. Concernant la création de secrétariats d'Etats pour l'Asie et pour l'Amérique latine, cela existe au Royaume-Uni et en Allemagne et c'était aussi le cas en Espagne avant l'arrivée au pouvoir de José Luis Rodriguez Zapatero. L'image de la France se renforce depuis la présidence du G20 et avec le soutien apporté à une réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Puis la commission *autorise* la publication du rapport d'information.

La séance est levée à onze heures vingt.

Membres présents ou excusés

Commission des affaires étrangères

Réunion du mercredi 8 février 2012 à 10 heures

Présents. - M. François Asensi, Mme Martine Aurillac, M. Jean-Paul Bacquet, M. Christian Bataille, M. Claude Birraux, M. Alain Bocquet, M. Jean-Michel Boucheron, M. Loïc Bouvard, M. Jean-Louis Christ, M. Dino Cinieri, M. Pascal Clément, M. Philippe Cochet, M. Pierre Cohen, Mme Geneviève Colot, M. Alain Cousin, M. Michel Destot, M. Tony Dreyfus, M. Jean-Pierre Dufau, M. Jean-Michel Ferrand, M. Alain Ferry, Mme Marie-Louise Fort, M. Jean-Claude Guibal, M. Serge Janquin, M. Jean-Pierre Kucheida, M. Patrick Labaune, M. Jean-Paul Lecoq, M. Robert Lecou, M. François Loncle, M. Jean-Claude Mignon, M. Jacques Myard, M. Henri Plagnol, M. Axel Poniatowski, M. Jean-Luc Reitzer, M. Jacques Remiller, M. François Rochebloine, M. Jean-Marc Roubaud, M. Rudy Salles, M. André Santini, Mme Odile Saugues, M. Dominique Souchet, M. Michel Terrot, M. Michel Vauzelle, M. Gérard Voisin

Excusés. - Mme Nicole Ameline, Mme Sylvie Andrieux, M. Roland Blum, Mme Danielle Bousquet, M. Hervé Gaymard, M. Paul Giacobbi, M. Jean Grenet, M. Didier Julia, M. Lionnel Luca, M. Didier Mathus, M. Éric Raoult, M. André Schneider